

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 6 AOUT 2010

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Véronique VOLAY

Tél : 04 72 61 67 90

E-mail : veronique.volay@rhone.gouv.fr

**ARRETE
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 actualisant les prescriptions techniques imposées à la société IMERYS TC pour l'exploitation de son établissement situé Zone industrielle - Route de Chasselay à QUINCIEUX ;

VU le rapport, en date du 2 juillet 2010, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement précité, réalisée le 18 juin 2010, a permis à l'inspecteur des installations classées de constater que l'exploitant n'a pas mis en place la détection gaz, en liaison avec les vannes automatiques, dans les locaux présentant un confinement ou manque d'aération, tel la chaufferie (point 8.6 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006) ;

CONSIDERANT, donc, que la société IMERYS TC ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations, l'intégralité des dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 précité ;

CONSIDERANT que l'exercice des activités dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et des inconvénients pour l'environnement, notamment en ce qui concerne le risque incendie/explosion ;

... / ...

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant qu'il respecte strictement les dispositions prévues à l'article 8.6 - 4^{ème} alinéa de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 susmentionné ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société IMERYS TC, sise Zone Industrielle - Route de Chasselay à QUINCIEUX, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.6 - 4^{ème} alinéa de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 susvisé, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : L'aute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de QUINCIEUX,
- à l'exploitant.

Lyon, le 26 AOÛT 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER